



FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE

Note d'orientation 2018

2- FDVA Fonctionnement et Projets Innovants

Placé auprès du Ministère de l'Éducation Nationale, le Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA) a pour objet de contribuer au développement de la vie associative en apportant un soutien financier au financement global de l'activité d'une association ou à la mise en œuvre de projets ou d'activités qu'elle a créés dans le cadre du développement de nouveaux services à la population.

La Direction Départementale Déléguée des Bouches du Rhône de la DRDJSCS est chargée d'animer la mise en œuvre du FDVA dans les Bouches-du-Rhône avec le concours d'un collège départemental consultatif associant des représentants du monde associatif, des élus des collectivités territoriales et des services de l'État.

Cette note fait le point sur les associations éligibles au FDVA, sur les actions pouvant être retenues et les orientations relatives au soutien de projets innovants et locaux.

L'enveloppe départementale du FDVA pour la campagne 2018 est répartie de la manière suivante : 90 % pour les subventions de fonctionnement et 10 % pour les projets innovants.

Elle doit être lue avec attention en amont de toute demande éventuelle de subvention ainsi que le document d'aide à la rédaction du formulaire Cerfa de demande de subvention joint en annexe.

Chaque demande de subvention FDVA devra utiliser la démarche dématérialisée «Melanissimo ». Un tutoriel est disponible sur le site de la préfecture :

<http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Jeunesse-sports-et-vie-associative/Vie-associative/Le-fonds-pour-le-developpement-de-la-vie-associative-FDVA-Fonctionnement-et-Projets-Innovants>

Retour des dossiers : 24 août 2018

**TOUT DOSSIER INCOMPLET NE SERA PAS
TRAITE**

1 - les associations éligibles au FDVA

Critères généraux

Les associations¹ sollicitant une subvention doivent:

- être régulièrement déclarées (à jour de leur déclaration au Répertoire national des associations),
- avoir un fonctionnement démocratique,
- réunir de façon régulière leurs instances statutaires, veiller au renouvellement de celles-ci,
- avoir une gestion transparente.

Elles doivent aussi respecter la liberté de conscience et ne pas proposer d'actions à visée communautariste ou sectaire.

Seules les associations ayant leur siège dans les Bouches-du-Rhône peuvent solliciter une subvention, à l'exception des établissements secondaires des associations nationales², qui peuvent solliciter une subvention sous réserve qu'ils disposent d'un numéro SIRET propre, d'un compte bancaire séparé et d'une délégation de pouvoir de l'association nationale.

Critères spécifiques

En 2018, les soutiens financiers porteront une attention prioritaire sur certains éléments tels que :

- **La taille de l'association et son nombre de salariés (égal ou inférieur à deux emplois ETP « équivalent temps plein »)**
- **Les associations non soutenues par des financeurs publics (État, collectivités territoriales)**

Les associations non éligibles

- **les associations représentant un secteur professionnel** comme le sont les syndicats professionnels régis par le code du travail.
- **les associations dites « para-administratives »** ; sont considérées comme telles, les associations dont les ressources budgétaires sont constituées pour l'essentiel de fonds publics³, (dans une proportion « atteignant ou dépassant fréquemment 75% du total des ressources de l'association, sans préjudice d'autres financements publics éventuels, collectivités locales, Union européenne... ») ou qui ne disposent pas d'une autonomie réelle de gestion par rapport à la collectivité qui les subventionne⁴.

Rappel :

1 Est considéré comme « association » un organisme à but non lucratif appartenant à l'espace économique européen ayant des bénévoles sur le territoire français et se proposant d'organiser des actions de formation qui leur sont destinées.

2 Est considéré comme association nationale, une association (régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 ou par le droit local) dont son champ d'activité est défini comme national dans ses statuts.

3 Il faut entendre par fonds publics les financements assurés par des ressources d'origine publique, qu'elles proviennent de l'Etat, des collectivités territoriales ou de fonds européens, éventuellement par le biais d'organismes et d'établissements publics, de sociétés d'économie mixte ou d'organisme autorisés à prélever des fonds auprès des entreprises (Circulaire n°3.300//SG du 15 janvier 1988 du Premier ministre relative aux rapports entre l'Etat et les associations bénéficiaires de financements publics - JORF du 7 avril 1988, p.4584).

4 La jurisprudence en la matière fait appel à la technique « du faisceau d'indices » et retient des éléments cumulatifs. Ainsi, elle tend à considérer comme un démembrement d'une collectivité une association dont :

- les statuts font apparaître une représentation prépondérante des représentants de la collectivité au sein de ses organes dirigeants ;
- les modalités de fonctionnement témoignent d'une absence d'autonomie dans l'utilisation des ses moyens

Un dossier trop succinct expose l'organisme demandeur à voir sa demande rejetée. Ce descriptif doit permettre d'apprécier le bien-fondé de la demande de subvention. À cet égard, toutes les pièces paraissant utiles seront avantageusement jointes au dossier.

L'ensemble des rubriques relatives à la «Description de l'action» du formulaire doit être renseigné avec précision.

2 – Subvention de fonctionnement

Objet

Le FDVA peut soutenir le financement du fonctionnement général de l'association, la réalisation de l'objet associatif : la communication, le paiement d'un loyer, l'achat de petites fournitures, les charges et services divers, les dépenses de personnel.

La demande doit être portée par des associations existantes et suffisamment pérennes.

Le projet associatif ainsi que la description des actions réalisées par l'association doit impérativement être joint à la demande.

Critères d'éligibilité

Les dépenses suivantes ne sont pas éligibles :

- **financement de l'achat de biens durables, augmentant le patrimoine de l'association : acquisition de gros matériel, de mobilier, construction, travaux et études associées...**
- **soutenir spécifiquement l'embauche de personnel permanent**
- **soutenir des actions de formation**

Critères d'appréciation

Seront appréciés dans la demande :

- **La qualité du projet associatif ainsi que les actions visant à le renouveler ou l'approfondir,**
- **Le développement de la vie associative dans son intersectorialité et sa structuration**

Une attention particulière sera portée aux associations suivantes :

- **Association dont l'action concourt au dynamisme de la vie locale, à la consolidation de la vie associative locale, et à la création de richesses sociales et économiques durables à l'impact notable sur le territoire, notamment ceux des territoires moins peuplés, enclavés géographiquement, des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR), ou des Quartiers Politique de la Ville (QPV);**
- **Association qui démontre une capacité à mobiliser et rassembler une participation citoyenne significative par rapport au territoire, notamment des bénévoles réguliers, a fortiori si cette participation reflète une mixité sociale et inclut des personnes ayant moins d'opportunités.**
- **Association qui propose une offre d'appui et d'accompagnement aux petites associations locales et à leurs bénévoles**

Bilan

Les associations sont tenues de fournir les comptes rendus financiers de l'utilisation de la subvention obtenue.

Pour les subventions qui seront obtenues en 2018, les bilans financiers et bilans d'évaluations seront à fournir au plus tard le 30 juin 2019, date impérative. A défaut les sommes perçues devront être remboursées.

3 – Subvention pour un Projet innovant

Objet

Le FDVA peut soutenir, dans leur phase de lancement, pérennisation ou développement, des projets nouveaux créés par une association et destinés à son public dès lors qu'il est impliqué dans le projet.

Ce projet, en cohérence avec l'objet de l'association doit concourir au développement, à la consolidation, à la structuration de la diversité de la vie associative locale.

L'intérêt de l'action pour l'association elle-même, mais aussi son caractère exemplaire, innovant et diffusable ainsi que l'implication du public dans le projet posture du public seront des éléments déterminants dans l'appréciation du projet.

Les projets doivent être portés par des associations existantes et suffisamment pérennes.

Il ne peut s'agir d'une aide à la création de nouvelles associations, d'études prospectives ou d'actions de formation.

Conditions de mise en œuvre

La demande de soutien financier s'appuie sur **une présentation détaillée** du projet faisant l'objet de la demande. Il doit être précédé d'une analyse de la spécificité du nouveau projet d'activité au regard de l'environnement social et culturel de l'association ainsi que sur les évolutions internes de l'association (attente des citoyens, du public éventuel et des adhérents) et mettant en exergue la réponse apportée par l'action.

Les porteurs de projets devront obligatoirement fournir un **diagnostic précis** :

- de leur organisme ;
- du territoire (acteurs, structures, contexte) ;
- du public visé ;
- des besoins sociaux locaux auxquels va répondre le projet innovant.

Un projet innovant et local est entendu comme **diffusable et transférable** :

Les porteurs de projets devront faire apparaître dans leur demande les moyens de transmission, modélisation et/ou de partage qu'ils ont programmés.

Un projet innovant et local doit avoir **un caractère pérenne** (toute l'année) et par conséquent non évènementiel.

Un projet innovant et local doit présenter **un caractère évaluable**, que ce soit quantitativement mais également qualitativement. L'évaluation proposée doit apparaître dans le dossier de subvention.

Les subventions attribuées dans le cadre du FDVA **ne peuvent dépasser 50 % du budget prévisionnel total du projet innovant et local.**

Critères d'appréciation

Une attention particulière sera portée aux projets suivants :

- Un projet associatif ou inter-associatif dont l'action concourt au dynamisme de la vie locale, à la consolidation de la vie associative locale, et à la création de richesses sociales et économiques durables, à l'impact notable sur le territoire, notamment ceux des territoires moins peuplés, enclavés géographiquement, des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR), ou des Quartiers Politique de la Ville (QPV);
- Un projet associatif ou inter-associatif qui démontre une capacité à mobiliser, dans le territoire, une large participation de bénévoles notamment réguliers, de volontaires, de citoyens dont des personnes ayant moins d'opportunités ou en situation de fragilité le cas échéant ;
- Un projet associatif ou inter-associatif qui concourt à développer une offre d'appui et d'accompagnement aux petites associations locales et à leurs bénévoles sans cantonner l'appui à un secteur associatif exclusivement ou aux membres de l'association ou des associations qui portent le projet ;
- Un projet associatif ou inter-associatif innovant et structurant à impact prospectif apportant, pour le territoire, une innovation sociale, environnementale ou sociétale en réponse à des besoins non couverts, une innovation économique (en termes de modèle économique ou de services non satisfaits), une évolution innovante de la gouvernance.

Bilan

Les associations sont tenues de fournir les comptes rendus financiers et les bilans d'évaluation des actions réalisées précédemment subventionnées par l'État.

Pour les subventions qui seront obtenues en 2018, les bilans financiers et bilans d'évaluations seront à fournir au plus tard le 30 juin 2019, date impérative. A défaut les sommes perçues devront être remboursées.

3 – Les modalités financières

- La demande de subvention devra être étayée et justifier le besoin particulier d'un financement. Une attention particulière sera donnée à ce que le montant demandé soit en cohérence avec le projet mais également avec les capacités financières de l'association. **Les subventions allouées ne pourront dépasser la somme de 15 000 euros.**

- Une association ne pourra déposer qu'une seule demande de subvention FDVA « Fonctionnement » et/ou une seule demande de subvention FDVA « Projet Innovant ».

- Des sources de financement complémentaires peuvent provenir d'autres services de l'État, des collectivités territoriales ou d'autres organismes financeurs publics. **Toutefois, le total de ces aides publiques, y compris l'aide du FDVA, ne peut dépasser 80 % du budget total de l'association.**

- Il est précisé que le bénévolat est pris en compte dans le taux des ressources privées (internes et externes soit 20%) dès lors qu'il aura fait l'objet en amont d'une valorisation réglementaire dans les documents comptables que produit l'association pour l'exercice écoulé.

4 - la demande de subvention

Les demandes de subvention au titre du FDVA s'appuieront sur la production d'une demande de subvention transmise par « Melanissimo » (procédure à consulter sur le site de la DRDJSCS PACA).

Les documents à joindre à votre demande sont :

- Le CERFA n°12156 rempli et signé ;
 - Un Relevé d'identité Bancaire ;
 - Le rapport d'activité 2017 approuvé ;
 - Le compte de résultat et bilan financier 2017, approuvés ;
 - Le projet associatif de l'association.
- Une association peut déposer seulement deux demandes de subvention : une au titre du fonctionnement et un projet innovant.

Aucune suite ne pourra être donnée aux demandes de subvention 2018 dans les cas suivants :

- Dossier incomplet (pièces justificatives manquantes)
- Fiche action du dossier incomplète
- Fiche budget prévisionnel de l'action incomplète et/ou non équilibrée
- Participation de l'État non précisée dans le budget prévisionnel
- Fiche relative aux statistiques de l'association non renseignée

5 – Contacts pour vous aider dans votre démarche

En cas de besoin, les services de la Direction Départementale Déléguée des Bouches-du-Rhône (DRDJSCS) se tiennent à votre disposition pour vous conseiller. Vous pouvez donc :

- Poser votre question avec vos coordonnées au service Vie Associative : ddcs-fdva@bouches-du-rhone.gouv.fr

Nous vous contacterons pour répondre à votre question.